

Les terres arables contre des investissements : troc entre États et sociétés multinationales aux dépens des agricultures familiales ?

Jean-Pascal Pichot

Rédacteur en chef

Depuis quelques décennies, on assiste à une dramatisation du débat autour des dangers de la croissance démographique mondiale, de la diminution des terres cultivables, des limites de la révolution verte, sans que les grandes agences internationales n'attachent une grande importance au financement du secteur agricole.

Il n'y a pas si longtemps, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale imposaient aux États endettés du monde tropical des plans de désengagement des aides publiques à l'agriculture : arrêt des subventions directes ou indirectes, démantèlement des services d'appui, etc.

Dans le même temps, les États et les entreprises multinationales affichaient une grande confiance dans les lois du marché et s'entendaient pour négocier dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) la réduction des contraintes, tarifaires ou non, aux échanges internationaux.

Il a fallu que le débat sur les biocarburants prenne de l'ampleur (lire l'article de Paul Mathis dans ce numéro) et que la spéculation sur les matières premières s'intéresse aux grands produits agricoles (céréales, oléoprotéagineux) et entraîne une flambée des prix internationaux, puis des mouvements sociaux de grande ampleur (émeutes de la faim), pour que l'agriculture revienne au premier plan (Mathis, 2009).

Il faut bien sûr s'en féliciter (*cf.* le rapport 2008 de la Banque mondiale), mais l'intérêt des opérateurs pour le secteur agricole a pris une tournure qui ne semble pas avoir été anticipée par les experts des échanges internationaux (voir, par exemple, le rapport de 2007 de J von Braun, directeur général de l'*International Food*

Policy Research Institute – IFPRI) (World Bank, 2009 ; von Braun, 2007).

Les pays dépourvus de réserves suffisantes en terres arables et en eau d'irrigation ont été les premiers concernés par la flambée des prix du blé et des oléoprotéagineux. Ceux qui en avaient la possibilité (pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient, pays asiatiques aux balances des échanges très bénéficiaires, etc.) ont rapidement pris le parti de contourner ces marchés incertains en organisant l'externalisation, sur des terres de pays tiers, des productions agricoles nécessaires à l'approvisionnement de leurs populations ou de leurs industries.

Les médias européens, et de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) – GRAIN par exemple – ont attiré l'attention des opinions publiques sur les dangers potentiels des contrats de location de terre négociés entre certains États du Moyen-Orient, du nord de l'Afrique, mais aussi d'Asie, et des pays pauvres relativement peu peuplés, aux législations foncières imprécises, ou mal respectées en zones rurales (GRAIN, 2008).

L'importance des surfaces concernées (plusieurs centaines de milliers d'hectares), le flou entourant ces négociations par le biais de sociétés écrans bénéficiant de financements de fonds souverains, peuvent effectivement paraître très inquiétants pour les populations rurales ayant des droits d'usage sur les ressources naturelles des régions concernées, alors que les contreparties restent vagues.

Il a fallu attendre la parution récente du document IIED-FAO-IFAD¹ pour accéder

¹ IIED : *International Institute for Environment and Development* ; FAO : *Food and Agriculture Organization of the United Nations* ; IFAD : *International Fund for Agricultural Development*.

aux premières données validées scientifiquement. Celles-ci ne concernent que l'Afrique subsaharienne, l'Afrique de l'Est et Madagascar, mais d'autres études sont attendues concernant l'Asie et l'Europe de l'Est (Cotula *et al.*, 2009).

L'intérêt de ce premier document est de présenter un point de vue équilibré sur les risques et les avantages de ces investissements massifs dans le secteur agricole de pays qui n'ont les moyens de s'offrir ni politiques agricoles ni infrastructures dynamiques.

De nombreuses incertitudes, par exemple sur les systèmes de production envisagés (monocultures motorisées intensives?), ne permettent pas souvent d'apprécier les incidences de ces projets sur l'emploi rural, la formation des employés/partenaires des projets et sur les agricultures familiales dépossédées éventuellement de leurs droits d'usage sur les terres, les

eaux et les pâturages. Les capacités des investisseurs à gérer dans la durée les ressources naturelles, les relations avec la main-d'œuvre, les filières d'approvisionnement, de transformation et d'exportation sont également sujettes à question.

Les auteurs du document de l'IIED formulent des conseils (*ex ante*) aux investisseurs, aux responsables agricoles, aux organisations professionnelles et aux agences d'aide, qui ne manquent pas d'intérêt, pour que ces innovations majeures aient localement des retombées bénéfiques et durables.

À l'évidence, il est quand même nécessaire de mettre en place rapidement, et de financer dans la durée, des programmes de recherche pour assurer un suivi-évaluation objectif de ces investissements lourds, et d'en mesurer les impacts sociaux, environnementaux et politiques. ■

Références

Cotula L, Vermeulen S, Leonard R, Keeley J. *Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa*. London; Rome : IIED/FAO/IFAD, 2009.

GRAIN. *Seized! The 2008 Land Grab for Food and Financial Security*. Barcelone : GRAIN, 2008. www.grain.org/go/landgrab.

Mathis P. Nourriture ou biocarburant : faudrait-il choisir ? *Cah Agric* 2009 ; 18 : 447-52 doi : 10.1684/agr.2009.0328

von Braun J. *The world food situation : new driving forces and required actions*. IFPRI's biannual overview of the world food situation presented to the CGIAR annual general meeting, Beijing, December 2007. *Food Policy Report*. Washington (DC) : IFPRI, 2007.

World Bank. *World Development Report 2008: Agriculture for Development*. Washington (DC) : World Bank, 2009.